

Réforme des retraites : l'âge pivot et Laurent Berger électrisent l'Assemblée

Par Jean-Baptiste Daoulas,

publié le 11/12/2019 à 17:26



Article Abonné

La colère du chef de la CFDT contre un âge pivot à 64 ans déstabilise la majorité. Gauche et droite

pilonnent la mesure annoncée par Édouard Philippe.

Pas de temps à perdre. A peine l'intervention du Premier ministre terminée, les porte-parole macronistes se pressent dans la salle des Quatre-Colonnes de l'Assemblée pour dire tout le bien que leur inspirent les déclarations d'Édouard Philippe. "Aujourd'hui, on est en mesure de répondre aux Français beaucoup plus spécifiquement", se réjouit Marie Lebec, première vice-présidente du groupe LREM à l'Assemblée.

Quelques minutes plus tôt, les députés et collaborateurs de la majorité rassemblés en salle Colbert pour regarder la retransmission du discours ont manifesté bruyamment leur approbation. "On applaudit quand l'avion se pose tranquillement sur la piste", sourit l'élu de l'Hérault, Jean-François Eliaou. "La vraie bonne nouvelle est la gouvernance par les partenaires sociaux pour garantir la valeur du point, se réjouit Coralie Dubost. C'est la meilleure garantie pour l'avenir." Même le député étiqueté "aile gauche", Jean-François Cesarini, souvent critique, tresse des lauriers à Édouard Philippe. "C'est globalement très positif, avec un joli discours sur le passage d'un monde à un autre, sur l'universalité et sur la correction d'un certain nombre d'injustices."

La douche froide Laurent Berger

Pourtant, l'inscription dans la loi d'un âge d'équilibre de 64 ans, assorti d'un système de bonus-malus, dessine déjà une ligne de fracture parmi les députés de la majorité. La mesure désespère ceux qui espéraient rallier la CFDT au projet gouvernemental. Laurent Berger a douché leurs espoirs en dénonçant le franchissement d'une "ligne rouge". "Je ne l'avais pas vu venir", avoue un parlementaire d'Occitanie.

LIRE AUSSI >> Laurent Berger, l'incompris

"La réaction de Laurent Berger était mon mètre étalon, déplore un élu LREM. On va se retrouver dans la position classique d'un gouvernement de droite pendant une réforme des retraites, avec la rue et tous les syndicats face à nous. Ce n'est ni mon histoire, ni ma volonté." Jean-François Cesarini regrette "une erreur idéologique, un marqueur de droite".

"Les Français travaillent déjà jusqu'à 63 ans et demi en moyenne, rappelle-t-il. Politiquement, on se met à dos la CFDT et l'Unsa, qui auraient pu être d'accord à 95% avec nous. On va rentrer dans un bras de fer encore plus compliqué pour une mesure qui ne va pas rapporter grand-chose et qui sera sans doute obsolète dans dix ans."

L'adoption d'un âge pivot a pourtant ses partisans dans le groupe LREM, comme Aurore Bergé. L'élue des Yvelines a fermement défendu son principe sur BFMTV le 9 décembre, deux jours avant les annonces du Premier ministre. "C'est une réforme de justice et de responsabilité, explique-t-elle à L'Express. Nous refusons de baisser les pensions ou d'augmenter les cotisations de tous les Français, ce qui signifie accepter de travailler un peu plus longtemps. Les Français le font déjà." Le débat sur l'âge pivot est bien parti pour ranimer le clivage gauche-droite à la République en Marche.

LIRE AUSSI >> Génération 75, âge pivot, pensions: ce qu'il faut retenir de la réforme des retraites

Spécialiste des retraites au groupe LREM, la Bordelaise Catherine Fabre regrette les propos de Laurent Berger. "La réaction de la CFDT est embêtante, dit-elle. Elle dit depuis le début qu'elle est pour un système universel. On va confier aux partenaires sociaux la manière de ramener le système de retraite à l'équilibre. C'est ce que demandaient les organisations syndicales !" Les macronistes ont beau brandir cette gestion paritaire du nouveau système, cela ne suffit pas à éteindre la fureur de la CFDT sur l'âge d'équilibre.

Gauche et droite contre l'âge pivot

A l'Assemblée, les groupes de gauche font de l'âge pivot leur principal angle d'attaque contre la réforme des retraites. "Le projet idéologique des libéraux, c'est que chacun parte à 64 ans", résume le communiste Sébastien Jumel. Les foudres de Laurent Berger galvanisent la gauche de l'Hémicycle.

"L'ensemble des organisations syndicales vont être renforcées dans leur mobilisation", poursuit Jumel. "Nous nous mettons à la disposition du mouvement social pour être des relais, renchérit le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Aujourd'hui, ce gouvernement ne comprend que le rapport de force."

L'âge pivot concentre aussi les attaques de la droite, pour des raisons inverses. "C'est hypocrite, pointe le député LR Pierre-Henri Dumont. Le Premier ministre commence par dire qu'il maintient l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, et ensuite il parle d'un âge d'équilibre à 64 ans. Il n'assume pas de dire qu'il faut porter l'âge légal à 64 ans, comme nous le souhaitons." Les élus LR regardent avec gourmandise la majorité s'enliser. Que les blocages des transports continuent, et ils railleront son impuissance. Qu'elle fasse des concessions aux syndicats, et ils dénonceront sa faiblesse.

